

Impôt sur le revenu

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Nous avons maintenant une idée de ce que pense le ministre de l'Industrie et du Commerce de la situation.

M. Stanfield: Nous faisons peu de cas de ses remarques.

M. Crosbie: Notre ancien chef, l'éminent député de Halifax (M. Stanfield), dit que nous faisons peu de cas des remarques du ministre. Je ne puis imaginer un autre député qui ait plus de raisons de ne pas faire de cas du ministre que le député de Halifax.

Que fait le ministre dans le domaine de l'industrie et du commerce? Il se promène dans le pays en faisant des petits sermons aux représentants des diverses industries et en leur disant que ce sont eux qui sont responsables de notre crise économique et que le gouvernement n'y est pour rien. Certains députés doivent sûrement penser qu'il ne faut pas être trop dur avec le ministre, qu'il ne faut pas trop le critiquer parce qu'il n'est pas ici pour se défendre. S'il est absent ce n'est pas ma faute. Il pourra toujours lire le hansard, et j'espère qu'il répondra à mes arguments.

Le 26 octobre, il a fait un discours devant les représentants du secteur du tourisme. A l'en croire, l'énorme déficit de notre balance du tourisme et du commerce, qui est estimé à deux milliards pour l'année en cours—d'ailleurs celui du premier semestre a été plus élevé que celui de douze mois de l'an dernier—n'est pas le fait du gouvernement. Alors qui en est responsable? L'industrie touristique bien sûr, ces salauds! Voici ce qu'en disait le ministre:

Non contente de ses prix élevés, l'industrie touristique canadienne est en train de se rendre célèbre par son manque de courtoisie, de prévenance et parfois de scrupules envers les voyageurs.

Si, dit-il, l'industrie touristique tient à agir de la sorte c'est elle qui en pâtira. Je dis moi que ce manque de courtoisie, de prévenance et parfois de scrupules caractérise plutôt le gouvernement. C'est lui qui est en train de se rendre célèbre à ce point de vue dans ses relations avec tout le monde. Et le ministre enchaînait dans son discours:

«Les touristes canadiens aussi bien qu'étrangers lui reprochent sa grossièreté, la négligence et la mauvaise qualité du service, l'état des locaux qui auraient intérêt à recevoir une couche de peinture quand ce n'est pas un bon lavage.»

Et après ces gentilleses, M. Horner a dit—

Je cite toujours le *Globe and Mail*:

... qu'il n'avait pas de solutions précises à proposer, si ce n'est un effort général et commun de modernisation auquel les gouvernements pourraient apporter un concours important.

Mais pas le gouvernement fédéral, remarquez bien. Le ministre a donné toute une liste de raisons, entre autres le salaire minimum, pour expliquer que nous perdons notre part du marché touristique. Il a dit qu'il en coûtait trop cher pour voyager au Canada. Selon lui, ce n'est pas la faute du gouvernement si les coûts sont trop élevés. Il a dit que les voyages coûtaient trop cher ici par rapport aux États-Unis. Il prétend que le logement et la nourriture coûtent trop cher, que le coût de l'essence est plus élevé, et que tous ces problèmes sont imputables à d'autres et non au gouvernement.

Il affirme que l'avion coûte trop cher, que les voyages en train coûtent cher, comportent beaucoup d'inconvénients et ne

[M. Crosbie.]

sont pas confortables, mais qu'en fait, toute cette situation est imputable aux salauds de l'industrie du tourisme et des voyages qui bousillent tout au Canada. Le ministre affirme qu'ils sont à blâmer et qu'ils seraient bien avisés de se corriger sinon notre ministre sans peur et sans reproche se chargera de les mettre au pas. Voilà la solution de l'honorable représentant à l'énorme déséquilibre et à l'énorme déficit de notre balance commerciale. En 1976, le déficit des voyages s'élevait à 1.191 milliard de dollars. Les Canadiens ont dépensé davantage en voyages à l'extérieur du Canada que les touristes et les voyageurs n'ont dépensé ici.

Au cours du premier semestre de 1977, le déficit a atteint 1.245 milliard de dollars, c'est-à-dire qu'il a dépassé celui des douze mois précédents et que c'est le plus élevé de notre histoire. Le ministre a trouvé une autre solution à tout ce problème et ce sont les affrètements avec réservations anticipées. La CCT doit l'avoir avisé qu'elle ne sera pas d'accord, il s'est donc déjà trouvé une excuse. Il prétend que l'offre d'affrètements avec réservations anticipées est l'une des grandes solutions. Ce n'est pas ce qu'il fait mais ce qu'il dit qui a de l'importance pour le gouvernement, comme le prouve ce qui s'est passé après la sortie du ministre contre l'industrie du voyage et du tourisme au Canada. Le premier ministre a donné à tous les Canadiens un magnifique exemple quant à la façon d'occuper les congés et les temps libres. Il est allé faire de la plongée pendant trois jours sous le soleil des Bahamas. C'est un bel exemple à donner!

Ou le gouvernement pense sérieusement qu'il faut intervenir relativement à cet incroyable déficit, ou il ne le pense pas. Il ne suffit pas que le gouvernement déclare que nous ne devrions pas voyager à l'extérieur du Canada si le premier ministre préfère passer trois jours à l'extérieur du pays, même pour une fin de semaine. Comment pouvons-nous demander aux Canadiens de ne pas aller dans le sud l'hiver prochain ni l'année suivante, si le premier ministre et le reste de son gouvernement restent indifférents et ne donnent pas l'exemple eux-mêmes? Leur devise est celle-ci: Faites ce que nous disons, mais ne faites pas ce que nous faisons.

Quelle est la solution que propose le ministre de l'Industrie et du Commerce pour raffermir notre situation commerciale et notre difficile position sur le marché international? Il préconise la dévaluation du dollar canadien. Il est ravi parce que notre dollar perd de la valeur par rapport au dollar américain. Chaque jour le dollar baisse d'un cent et le ministre jubile. Est-ce que j'invente? Pas du tout. Dans un discours qu'il prononçait le 9 novembre à Winnipeg, le ministre a déclaré ceci:

«La chute du dollar a été utile et j'espère qu'elle durera un bout de temps».

La baisse du dollar le remplit d'aise. Ce dernier vaut maintenant 89 cents. Le ministre ne souhaite sûrement pas qu'il monte. Il se chagrine si le dollar canadien manifeste des signes de vitalité et reprend vigueur. Il combattra jusqu'à la mort une devise forte car d'après lui, un dollar dévalué est le remède à tous nos maux.